

LE PAYS DE FRANCE



Organe des
ÉTATS
GÉNÉRAUX
DU
TOURISME

Edité par
Le Matin
2.4.6
boulevard Poissonnière
PARIS

Gal Nessel

Abonnement pour la France. 15 Frs.

Abonnement pour l'Étranger. 20



VI

La visite de M. Girard venait de surexciter au plus haut point M^{me} Barnier. Le succès de son fils cadet auprès de Marguerite Langlois, loin de la calmer, ne faisait qu'aviver la blessure de son amour-propre maternel.

Elle décida qu'elle aurait une explication immédiate avec Louis.

A midi, quand celui-ci se présenta, elle l'interpella dans la salle à manger :

— Ta conduite vis-à-vis de M^{lle} Suzanne me déplaît, lui dit-elle. Je te prie de vouloir bien changer d'attitude à son égard.

Elle avait pour habitude d'ordonner et de ne pas mâcher ses mots. Elle ajouta plus amère :

— Tu finiras par nous compromettre en nous engageant dans une aventure sans issue.

Louis s'attendait à des remontrances, ayant déjà prévu que son rêve de bonheur à peine ébauché allait se trouver menacé par l'intransigence de sa mère. Il fut cependant démonté par tant de virulence et d'aigreur. Il balbutia :

— Je ne vois pas ce qui dans mon attitude vis-à-vis de M^{lle} Suzanne peut nous compromettre. C'est vous qui avez introduit cette charmante jeune fille à la maison. Elle me plaît beaucoup et je ne m'en cache pas, mais c'est dans l'ordre des choses naturelles.

La mère s'impatiente :

— Tu ne veux pas me comprendre !... Je vais m'expliquer mieux. Tes assiduités sont trop visibles. Elles crèvent les yeux de tout le monde et cela me déplaît. Je ne veux pas te voir cette attitude de soupirant avec la protégée de M. Girard. C'est trop dangereux pour nous. Tu ne peux pas continuer à faire ouvertement la cour à ta dactylo sans nous mettre dans une situation embarrassante.

— Sans m'engager ?... voulez-vous dire.

M^{me} Barnier eut un rire nerveux exaspéré et haussa les épaules.

Puis élevant la voix au ton de la colère :

— Louis, je ne t'ai jamais mal conseillé. J'ai toujours eu pour idéal ton véritable intérêt. T'es-tu jamais mal trouvé de m'avoir obéi ?... Tu vas cesser tes assiduités, je l'exige.

L'ingénieur essaya de pousser sa mère à des précisions et de l'arracher au mode impératif toujours trop commode. Il lui demanda :

— Que reprochez-vous à M^{lle} Suzanne ?

Alors elle s'irrita :

— Oh ! c'est trop fort !... C'est toi qui m'interroges ?... Il s'agit de savoir si tu es disposé oui ou non à changer de conduite.

Louis, voyant que toute discussion sérieuse était devenue impossible, se borna à dévoiler ouvertement le secret de son cœur.

— M^{lle} Suzanne me plaît et je l'aime.

Devant cette affirmation catégorique la mère irascible fondit en larmes.

— Nous voilà perdus !... se lamenta-t-elle. Avec ses airs de probité, de pudeur et de sainte Nitouche, cette employée a détourné mon fils du respect qu'il me doit au point qu'il ne sait plus ce qu'il dit ni ce qu'il fait !...

Puis, redressée et de nouveau combative :

— Louis, regarde-moi bien ; voilà à peine quinze jours que tu t'es trouvé en présence de cette étrangère et sans t'informer, sans la connaître, tu t'emballes comme un collégien !... Est-ce le cas de tomber en extase ?...

Alors, avec un rire sardonique et des mots crus :

— Tu t'es fait rouler !... oui, rouler !... Il suffit d'examiner vos deux situations pour s'en convaincre. Elle, d'abord, ruinée, mon pauvre ami, ruinée à fond, sans un sou vaillant, fâcheuse aventure, situation sans remède par le temps qui court. Toi, maintenant, jeune, beau garçon, gagnant pour tes débuts cent mille francs par an et à la veille de devenir million-

naire !... La pilule est dorée. Et tu crois que je t'ai donné trente ans de ma vie, heure par heure, sans te quitter, te suivant pas à pas, te conseillant, te soutenant et me privant aussi, entends-tu ?... oui, me privant de tout afin que tu arrives, luttant, travaillant, souffrant, tout cela pour qu'une aventurière n'ait qu'à se montrer, à entrer et à te prendre ?... Non, Louis, n'y compte pas.

Elle essuya ses yeux et, acerbe :

— Ce qui m'irrite, ce qui m'exaspère le plus, c'est le jeu trop flagrant de M. Girard. En nous confiant sa protégée, en nous la mettant d'autorité sur les bras, quelle était son idée de derrière la tête ?... La distraire ?... Non, grand sot, la caser !... C'est toi qu'il visait !... N'est-ce pas sur son ordre qu'on a mis Suzanne à côté de toi à ce déjeuner où j'ai tant souffert !... N'est-ce pas lui qui t'a conduit à cette tonnelle où il était sûr que tu la retrouverais !...

— Il peut se faire que vous ayez raison, accorda Louis, mais je suis loin d'en vouloir à M. Girard, au contraire !...

— Alors tu es fou !... fou à lier !...

Et comme Louis, attristé, gardait le silence :

— Tu réfléchis, donc tu commences à me donner raison.

Son fils protesta :

— Je constate que le seul empêchement que vous sembliez invoquer est une situation fortuite momentanément bouleversée par la guerre.

— Es-tu riche, toi ?... s'impatiente M^{me} Barnier. Tu débutes à peine. Avons-nous eu le temps de faire des économies ? Pas encore. Que fais-tu de tes ambitions anciennes ? Travaille avant de penser à te marier. Tu ne peux rien faire, dis-tu, tant que ton moteur ne sera pas lancé ?

— Cela m'est tout à fait impossible !...

— Eh bien ! assura la mère, je trouverai le



moyen de décider M. Girard à en commencer la fabrication tout de suite !...

Comme elle émettait cette prétention, Lucien entra en coup de vent.

Il était à la fois en retard et pressé, en proie à une animation joyeuse. Il dit :

— Je suis invité cet après-midi chez les Langlois. Il paraît que je plais beaucoup à Marguerite et comme elle me plaît aussi...

M^{me} Barnier dit à Louis :

— Je te donne ton frère comme exemple. Il n'a pas perdu son temps, lui, tandis que tu as eu la maladresse de ne pas adresser un mot à M^{lle} Raymonde. On l'avait cependant placée à côté de toi !

Louis se tut. Il jugea qu'il était inutile de lutter ouvertement contre la volonté arrêtée de sa mère, du moins pour l'instant.

Il éprouva quelque réconfort à retrouver au bureau Suzanne active, souriante, d'une humeur égale.

— Ma mère va mieux, lui dit-il, vous viendrez ce soir ?

— Comme d'habitude, lui répondit-elle.

Il se félicita de ne pas la voir inquiète, mais,

jusqu'à huit heures, il vécut dans les trances, redoutant que M^{me} Barnier ne se montrât hostile ou désobligeante.

Il n'en fut rien ; sa mère fit le plus gracieux accueil à la jeune fille.

Louis, au contraire, sous le coup de la scène trop récente, se montra embarrassé.

Heureusement que la présence de Lucien réchauffa l'atmosphère un peu refroidie. L'aviateur exultait. Il raconta, avec une faconde enjouée, les diverses péripéties de ses parties de tennis, du goûter, du retour en auto. Son verbiage imagé, son rire clair, son action lui permettant de tenir à son tour le premier rôle jusqu'à neuf heures.

Mais, le lendemain, M^{me} Barnier avait eu le temps de réfléchir à une série de combinaisons qui, sans changement apparent, devaient apporter dans les projets de son aîné un bouleversement prochain.

Ayant trouvé un prétexte pour éloigner ses deux fils, quand elle fut seule avec Suzanne, elle lui dit :

— Je dois m'excuser d'avoir si mal interrompu pour vous la charmante réception des Langlois avant-hier ; mais j'étais si fatiguée, si souffrante que j'ai dû me résigner à m'éloigner. Vous ne m'en voulez pas trop ?

Suzanne protesta de son mieux. Elle ne savait pas exactement où la mère de Louis voulait en venir et la laissa poursuivre. Celle-ci dit :

— C'est que, pour une jeune fille de votre âge, les heures de plaisir sont d'autant plus précieuses qu'elles peuvent devenir rares.

— Pourquoi rares ?... s'étonna la visiteuse.

— Vous êtes pauvre !...

Suzanne se redressa. Elle ne se laissait pas leurrer par la voix mielleuse de son interlocutrice. Elle riposta vivement :

— Voilà deux fois, Madame, que vous faites allusion à ma pauvreté. Pourquoi ?

Vous avez un but ?... Lequel ?... Je ne me plains pas, je ne demande rien, je ne réclame rien. Mon père revient d'exil dans quinze jours. Vous le verrez. C'est un homme dans le genre de

M. Girard, actif, laborieux. Il était riche avant la guerre. Il le redeviendra après. Je suis bien tranquille à ce sujet. Je l'aidrai.

La voix encore adoucie, M^{me} Barnier s'écria :

— Voilà de bons sentiments !... Ah ! travailler, produire, arriver à la fortune !... nous en sommes tous là !... Tenez, en ce moment je suis très inquiète au sujet de Louis. Vous rappelez-vous quand il nous parlait de son moteur ? Quel feu !... quel cœur il apportait à nous dépeindre ses ennuis, ses impatiences, ses angoisses ! J'avais tort de le contredire. Il était dans le vrai. Un inventeur tient à son œuvre jusqu'à ce qu'elle soit consacrée par le succès. Je suis persuadée aujourd'hui que le refus de M. Girard est, en effet, très préjudiciable à Louis, non seulement parce qu'il entraîne pour lui une grosse perte d'argent mais encore parce qu'il impose un arrêt forcé à son activité. Louis est un laborieux. L'oisiveté lui est contraire. C'est pourquoi j'ai pensé à vous, mademoiselle Suzanne, pour m'aider à tirer mon fils d'embarras.

— Ou attendez-vous de moi ? demanda Suzanne.

M^{me} Barnier venait de rappeler une fois de plus à celle qu'elle considérait comme une intruse l'humilité de sa condition et elle allait mettre son influence à profit pour l'intérêt de celui qu'elle comptait bien lui arracher. Elle expliqua :

— Soyez mon interprète auprès de M. Girard. Dites-lui que je le supplie d'accorder tout de suite les deux cent mille francs que comportent les essais du moteur de Louis.

Suzanne, qui voyait les affaires se brasser par millions, ne s'effraya pas du chiffre.

— Dès demain, assura-t-elle, votre requête sera transmise.

(A suivre.)

LE PAYS DE FRANCE

LA SEMAINE MILITAIRE

du 24 au 31 Octobre



ALLEMAGNE poursuit avec insistance ses démarches en vue de la paix. Comme suite à la réponse faite, le 23 octobre, par le président Wilson, le cabinet de Berlin a adressé, le 27, au président une nouvelle communication l'informant qu'il attend les propositions d'armistice des gouvernements alliés. Le gouvernement allemand aurait, en outre, commencé à donner des gages en suspendant la guerre sous-marine ; enfin Ludendorff, mis à la retraite, est remplacé par le général Groener, qui commandait en Ukraine.

Mais, entre temps, est survenu un événement considérable, qui était d'ailleurs attendu. Le gouvernement d'Autriche-Hongrie a informé officiellement, le 28, le président Wilson qu'il accepte toutes ses exigences, qu'il reconnaît en principe l'indépendance des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves, et qu'il sollicite un armistice immédiat ainsi que la prompt conclusion de la paix, même séparée.

Plus impressionnante encore est la nouvelle de la capitulation subite de la Turquie, annoncée officiellement à la Chambre des députés le 31 octobre. La Turquie a sollicité un armistice immédiat qui lui a été accordé pour le 31 à midi, mais à différentes conditions, dont la première, qui fut exécutée tout de suite, était le passage de la flotte alliée dans la mer Noire, l'occupation de tous les ports turcs et la libération immédiate des prisonniers alliés. Toutes garanties sont données pour l'exécution de ces conditions.

Dans les Flandres, les armées franco-anglo-belges ont continué à pousser victorieusement leurs opérations, du 24 au 31 octobre. Les Français qui se trouvaient, le 24, à l'est de la Lys, sur la route de Deynze à Courtrai, entre Peteghem exclus et Onfene, ainsi qu'au nord de Vitche, s'emparaient, le 25, du plateau de Zulte et arrivaient aux lisières ouest de cette localité. Ils enlevaient, d'autre part, la ferme de Blaunpoort et avançaient leur front sur la route de Waereghem-Anseghem. Le 28, ils bordaient et, en certains endroits, dépassaient la voie ferrée entre Peteghem et Waereghem.

Pendant ce temps, les Britanniques, ayant enlevé, le 25, Engoghem-Ooteghem, continuaient à progresser vers l'Escaut et, le 26, s'emparaient d'Avelghem. Il n'y avait pas, à la date du 28, de changement sur le front de l'armée belge.

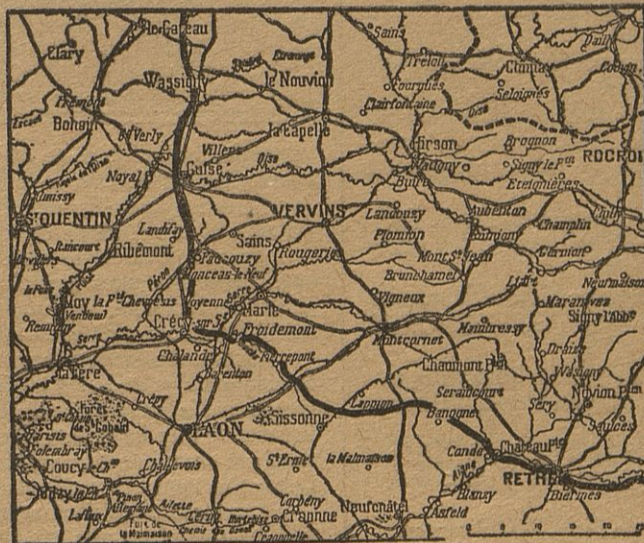
Sur le front de l'armée britannique s'est poursuivie, du 24 au 29, la vaste et pénible manœuvre tendant au débordement de Valenciennes, dont nos alliés tenaient en partie les faubourgs de l'ouest dès le 23. Au nord de Valenciennes, le 24, nos alliés chassaient l'ennemi de la forêt de Raimes et s'emparaient de Thiers, Hauterive et Thun ; au sud, ils lui prenaient le bois de Vendegies, Neuville, Salesches, Beaudignies et les têtes de passages de l'Ecaillon qui, le 24, était franchi en plusieurs endroits. Les Britanniques poussaient bien au delà de ce cours d'eau. A la faveur des combats du 25, nos alliés continuent leur avance sur tout le front de bataille : ils reprennent des localités importantes par leur position. Le 25, Vendegies, Maing, Semmeries et Querevaing, Bruille et Buridan ; le 26, Englefontaine Famars, Artres, Odomez, Mauldes, sont celles dont les noms frappent le plus à la lecture des communiqués. Les 23 et 24 octobre, sur le front entre Sambre et Escaut, les 1^{re}, 3^e et 4^e armées britanniques ont fait neuf mille prisonniers et pris cent cinquante canons. A la date du 28, les lignes britanniques commencent à s'infléchir vers le nord et vers le sud autour de Valenciennes, déjà atteint à l'ouest. Un député de cette ville, M. Durre, a été tué, le 28, d'une balle allemande, dans les faubourgs où il venait avec son collègue, M. Mélin, afin de se rendre compte de la situation de Valenciennes que les Boches occupaient encore. M. Mélin a été blessé par le même projectile.

Les armées françaises sont, à la date du 25, engagées dans une grande bataille dont le front mesure une soixantaine de kilomètres, depuis l'Oise jusqu'à l'Aisne dans la région du Porcien. Sur une grande partie de ce front, les Allemands s'appuient sur les organisations de la ligne Hundling, qui sont pour eux d'excellentes protections, et qui servent de bases aux furieuses contre-attaques qu'ils déclenchent contre nous, d'ailleurs sans succès. A gauche, l'armée Debeney a progressé entre Ribemont et le ruisseau Péron en dépassant la route de Crécy. Au centre, l'armée Mangin tient les têtes de passages de la Souche et les hauteurs à l'ouest de la rivière, en direction de Marles. A droite, l'armée Guillaumat avance dans la région comprise entre Sissonne et Château-Porcien. Après plusieurs jours de combats, qui furent particulièrement rudes dans la région de Château-Porcien, où les Allemands essayèrent de briser nos lignes par des retours offensifs effectués avec des forces considérables, l'ennemi se voyait

contraint d'abandonner à l'ouest de Château-Porcien la portion de ligne Hundling qu'il occupait encore, entre Herpy et Recouvrance. Pendant ce temps, sur le front de la Serre, le 27, nos troupes occupaient et dépassaient Crécy-sur-Serre. Entre Serre et Oise, les Allemands battaient aussi en retraite ; nous arrivions aux abords de Guise : nous étions sur une ligne générale bois de Bertaignemont, Landifay-et-Bertaignemont, ouest de Faucouzy, Monceau-le-Neuf, Montigny-sur-Crécy. Le contact était maintenu.

Le 29, l'armée Debeney occupe le château et une partie de la ville de Guise : elle a pris la ferme Beaufort, au nord de l'Oise. L'armée Mangin se bat dans les organisations compliquées de la ligne Hundling. L'armée Guillaumat tient la route Recouvrance-Saint-Fergeux, et étend son action vers Sévancourt, fort centre de ravitaillement de l'ennemi.

Les communiqués américains nous apportent chaque jour la nouvelle de quelque succès des Yanks, soit qu'ils aient enlevé de nouvelles positions, soit qu'ils aient résisté à des contre-attaques qui, dans leur secteur, sont particulièrement pressantes. A l'est de la Meuse, le 25, nos amis occupaient en totalité le bois d'Ormont ; le 28, après trois jours de combats incessants, ils étaient maîtres de la totalité du bois Belleu. A l'ouest, le 25 et le 26, ils s'emparaient de la plus grande partie du bois Bourgoigne ; ils avaient acquis des positions au nord-ouest et au nord de Grandpré ; ils y étaient d'ailleurs contre-attaqués en force par l'ennemi, qui ne retirait de ces réactions aucun succès.



DANS LA RÉGION DE CHATEAU-PORCIEN.

L'OFFENSIVE EN ITALIE

Les Italiens ont repris l'offensive le 23 octobre. Dès le début des opérations les troupes françaises se distinguèrent en enlevant les positions du Sisemol, où elles firent 730 prisonniers. Le lendemain, l'offensive s'étendait le long de la Piave. Les Italiens s'emparaient des principales positions du Grappa et occupaient quelques îlots du fleuve. Malgré l'espoir d'une paix prochaine, les troupes de l'ennemi opposèrent à nos alliés une résistance opiniâtre. Le 28, les alliés forçaient le passage de la Piave en pleine crue entre les hauteurs de Valdobbiene et l'embouchure du Soligo. Plus au sud le fleuve fut aussi franchi dans le secteur de Grave. Le 28 au soir, l'offensive avait acquis une grande ampleur : elle était orientée, d'une part, vers la vallée de la haute Piave, en direction de Feltre et de Bellune et, d'autre part, à travers la plaine vénitienne le

long de la voie ferrée allant de Trévise à Udine en passant par Conegliano, qui était enlevé le 29. A cette date, les armées alliées avaient fait plusieurs milliers de prisonniers, dont 9.000 dans la journée du 28, et pris 250 canons ; elles se trouvaient à plus de 25 kilomètres au delà de la Piave. Sur la rive droite les alliés avaient dépassé le Calcio.

Les troupes françaises, commandées par le général Graziani, formaient l'aile gauche de la bataille livrée sur la moyenne Piave et ont participé largement à la prise de Conegliano.

NOTRE COUVERTURE

LE GÉNÉRAL NIESSEL

Né à Paris le 24 octobre 1866, le général Niessel a fait sa carrière en Afrique. En 1886, il sort de Saint-Cyr comme sous-lieutenant au régiment de tirailleurs algériens ; il fait les campagnes d'Algérie de 1886 à 1894, puis la campagne de Tunisie de 1899 à 1901, enfin la campagne du Maroc de 1912 à 1914.

Quand la guerre éclate, il est colonel du 4^e régiment de zouaves. En 1915, il commande une brigade d'infanterie. Nommé général de brigade, il est placé à la tête d'une division ; c'est le 18 avril 1918 qu'il est nommé général de division à titre définitif ; entre temps, il avait commandé un corps d'armée, puis avait été chargé d'une mission en Russie.

Placé de nouveau, le 3 juin 1918, à la tête d'un corps d'armée, il doit être évacué trois jours après, ayant été intoxiqué par les gaz. Il avait déjà été blessé une première fois le 20 novembre 1914.

Commandeur de la Légion d'honneur, le général Niessel a été cité à l'ordre de l'armée le 13 juin 1916, dans les termes suivants :

« A puissamment contribué au succès de l'attaque du 6 juin par une préparation méticuleuse à laquelle il s'est consacré avec un dévouement inaltérable et par l'impulsion qu'il a su donner à ses troupes au moment de l'action. »

Nous indiquons à la page 15 la photographie à laquelle le Jury du PAYS DE FRANCE a décerné la prime de 250 francs attribuée au fascicule n° 211.

L'ALLEMAGNE MANQUE D'ÉTAIN

L'étain est un des métaux les plus indispensables à notre vie de chaque jour. Les cuillers et les fourchettes d'étain ou de métal dans lequel entre l'étain sont innombrables. La poterie d'étain, les assiettes d'étain sont encore en honneur dans diverses régions de notre pays, ainsi que les chandeliers d'étain.

L'Allemagne, avant la guerre, faisait avec l'Europe un énorme commerce de produits en étain. Aucun autre pays ne la concurrençait pour les cuillers et fourchettes. Elle exportait des couverts et poteries d'étain ne renfermant pas moins de 1.160 tonnes de métal.

Elle fournissait aussi l'Europe de tain pour les glaces.

Depuis quinze ans, le commerce des bronzes d'art allemands, statuettes et objets divers, avait pris un développement extraordinaire. On rencontrait ces bronzes « d'art » dans toutes les vitrines.

L'étain n'entre pas seulement dans la composition des cuillers et fourchettes et des bronzes d'art. Ses applications industrielles sont nombreuses. Qu'il nous suffise de citer les pièces de machines dans lesquelles l'étain est allié au cuivre pour obtenir le bronze, et le fer-blanc, qui n'est que du fer étamé. Or, c'est par millions, et peut-être centaines de millions, que les boîtes de conserves en fer-blanc courent le monde.

Ce sont des feuilles minces d'étain qui recouvrent les tablettes de chocolat. Ce sont encore des feuilles d'étain qui sont employées à la confection des capsules de bouteilles.

Peut-on, après la guerre, priver l'Allemagne de la part d'étain qui lui est indispensable ?

L'Allemagne ne produit pas d'étain, pas plus que l'Autriche.

Et cependant les besoins des Empires centraux sont considérables.

L'étain nécessaire à la fabrication des produits conservés en Allemagne a été, en 1913, de 15.229 tonnes.

De même, en Autriche-Hongrie, les quantités de métal consommées dans le pays ont été, en 1913, de 3.994 tonnes.

Sans ces 18.000 tonnes d'étain, plus de cuillers et fourchettes d'étain, plus de bronzes d'art, plus de pièces de machines.

Si l'Allemagne accusait un si énorme commerce de produits à base d'étain, c'est qu'elle importait l'étain de l'étranger.

Les principaux pays de production de l'étain sont : les Etats fédérés malais, la Grande-Bretagne (les îles Cassitérides des anciens), l'Australie, la Nigéria, l'Union Sud-Africaine, le Siam, les Indes néerlandaises et la Bolivie.

Dans cette liste des producteurs d'étain du monde, seules la Bolivie et les Indes néerlandaises se classent comme pays neutres, les autres appartiennent au groupe des alliés de l'Entente.

Les Etats malais sont les plus grands producteurs d'étain du monde.

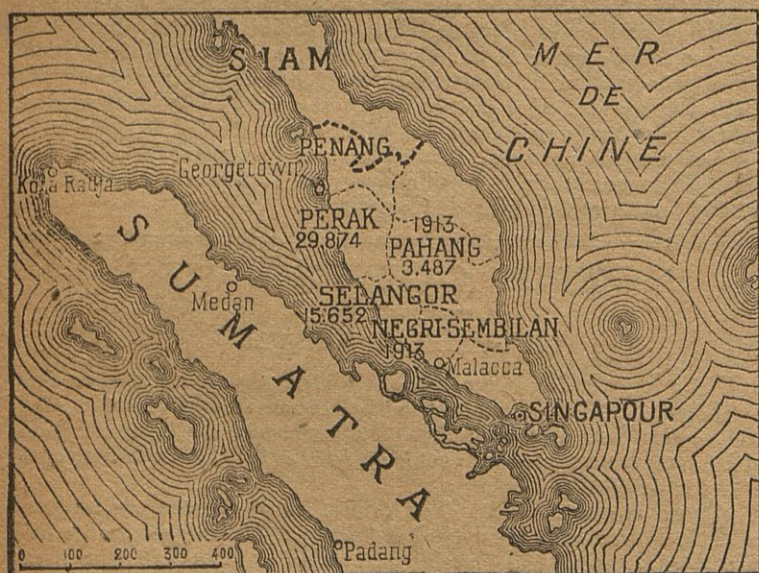
En 1911, ils produisaient 44.854 tonnes de métal ; en 1912, 49.025 tonnes ; en 1913, 50.928 tonnes.

Le minerai d'étain des Etats malais provient principalement des terrains alluvionnaires. Les Etats producteurs sont ceux de Perak, Selangor, Négri-Sembilan et Pahang. (Voir les cartes.)

L'Australie, en 1913, a produit 6.788 tonnes d'étain ; la Nigéria, 3.110 tonnes ; l'Union Sud-Africaine, 2.681 tonnes ; la Grande-Bretagne, 5.373 tonnes.

La Chine a produit 8.390 tonnes d'étain ; le Siam, 6.669 tonnes.

En résumé, les pays alliés de l'Entente ont fourni en 1913 à la consommation mondiale un total de plus de 84.000 tonnes d'étain.



Ce n'est pas chez eux, on doit le penser, que l'Allemagne peut songer à se fournir d'étain.

Les seuls pays neutres producteurs sont la Bolivie et les colonies hollandaises de la Malaisie.

La production de l'étain de Bolivie s'est élevée, en 1913, à 26.747 tonnes.

Les colonies hollandaises de Malaisie ont fourni constamment, depuis plusieurs siècles, des quantités considérables d'étain, dont la majeure partie provient des alluvions des îles de Banka, de Billiton et de Singkep. Toutes les mines de Banka sont propriété du gouvernement hollandais. Pour les trois années ayant précédé la guerre, les mines fiscales

ont donné annuellement entre 15.000 et 16.000 tonnes d'étain métal. Les mines de Billiton et de Singkep ont fourni 4.300 tonnes.

En somme, les pays neutres ont produit en 1913 un total de 46.500 tonnes d'étain métal, dont une grande part sous le contrôle des alliés de l'Entente.

Récapitulons. Les pays alliés ont produit 84.239 tonnes d'étain, soit 64 pour 100 de la production mondiale.

Les neutres : 47.397 tonnes, soit 36 pour 100 de la production.

Les pays ennemis, à eux tous, produisent 300 tonnes, autant dire rien.

Comment l'Allemagne peut-elle se ravitailler d'étain après la guerre ?

L'Allemagne peut se ravitailler d'étain, soit par voie directe d'achat aux producteurs, soit par voie indirecte, par le canal des neutres.

Ainsi qu'on vient de le voir, le ravitaillement direct de l'ennemi ne pourrait s'opérer que par la voie de la Hollande ou de la Bolivie, qui seraient en état de fournir aux Empires centraux les 18.000 tonnes de métal nécessaires à leur consommation intérieure.

Pour la Hollande, qui dispose environ de 15.000 tonnes et dont la



consommation intérieure ne dépasse pas 300 tonnes par an, les alliés pourraient chercher à traiter avec le gouvernement hollandais pour l'achat de la production annuelle des mines fiscales. Ils pourraient lui assurer en échange la fourniture de certaines denrées alimentaires.

Pour la Bolivie, le contrôle assuré par les alliés sur les compagnies anglaises et françaises garantirait à l'Entente la production de ces compagnies. De leur côté, les Empires centraux disposeraient de 900 tonnes de métal des compagnies allemandes.

Quant aux 15.000 tonnes des compagnies boliviennes, de tendance favorable à l'ennemi, les alliés pourraient chercher à s'en assurer la plus grande partie en essayant, dès maintenant, de conclure avec le groupe bolivien le plus important, dont les usines produisent 9.000 tonnes d'étain métal, et avec les groupes moins importants, un contrat pour l'achat de la production annuelle pendant un certain nombre d'années.

Les mesures qu'il est urgent de prendre pour régulariser le commerce de l'étain et répartir la production entre les seuls alliés de l'Entente, à l'exclusion des Empires centraux, exerceraient la plus salutaire influence sur l'industrie de l'étain dans le monde.

La France possède de grandes usines de désétamage qui deviendront plus prospères encore.

L'industrie parisienne de la poterie d'étain, débarrassée de la concurrence allemande, a déjà repris, depuis quatre ans, une vie nouvelle. Si les potiers d'étain et les fabricants de couverts sont assurés d'approvisionnements en métal et ne voient plus inonder le marché français de produits allemands, avantagés encore par des primes d'exportation, ils feront reprendre toute son activité à cette fabrication bien française. Ils pourront même créer un commerce d'exportation florissant.

Comme la France, l'Angleterre est fortement intéressée dans la question de l'étain.

Elle fournit à ses colonies et aux pays neutres une énorme quantité de fer-blanc, plus de 500.000 tonnes en 1913.

Les industries de matières colorantes, que l'Angleterre établit en ce moment, auront besoin de grosses quantités d'étain.

Les Etats-Unis, en 1913, importaient 52.000 tonnes d'étain.

Depuis dix ans, ils ont développé l'industrie du fer-blanc, au point de produire, en une année, près d'un million de tonnes de ce produit.

Eux aussi, depuis leur rupture avec l'Allemagne, ont installé des fabriques de matières colorantes, qui utiliseront d'énormes quantités d'étain.

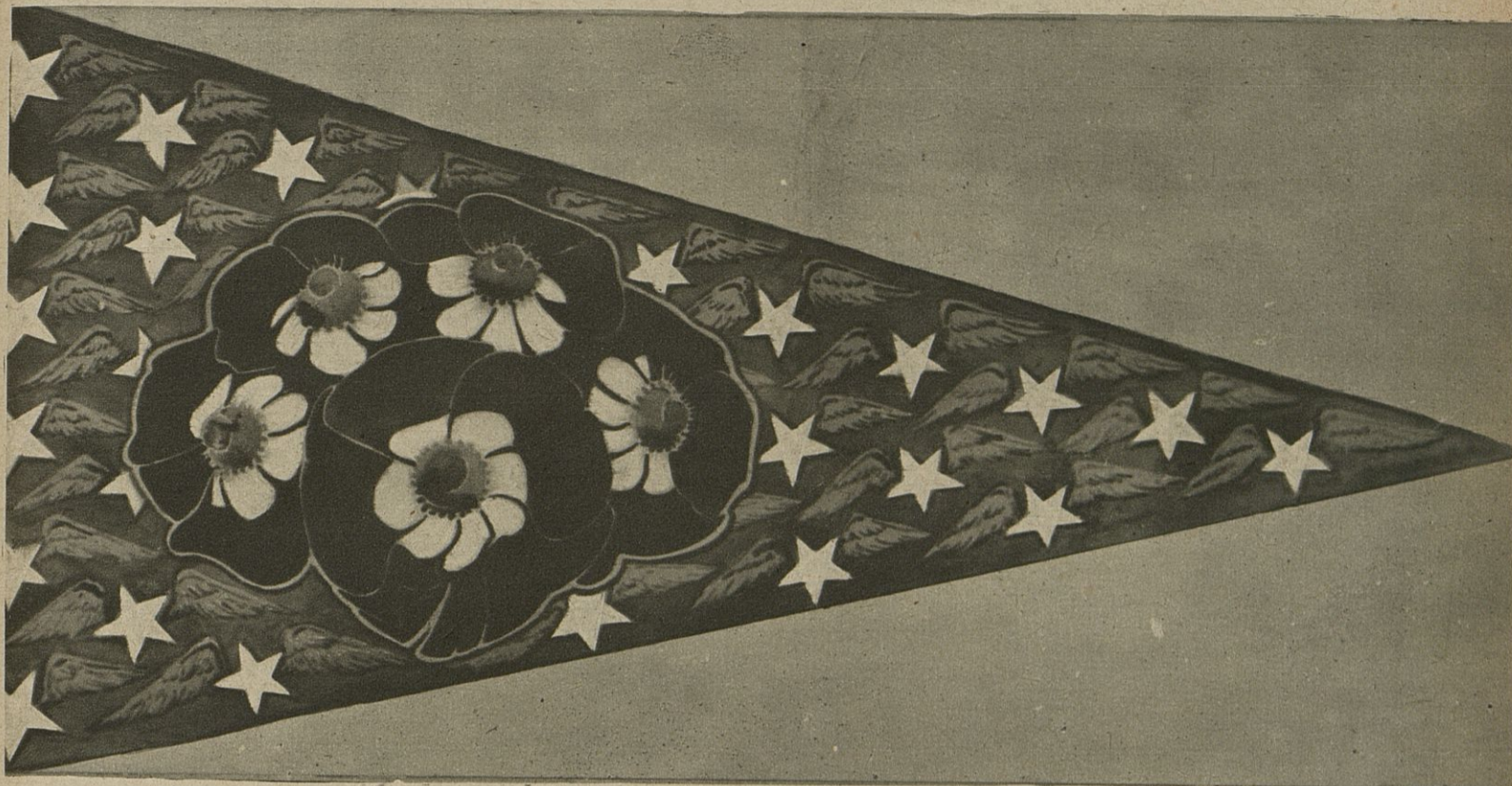
En résumé, la suppression de l'étain dans les Empires centraux ne peut qu'être favorable au développement industriel des nations de l'Entente.

Pendant de nombreuses années après la cessation des hostilités, les demandes de métal étain seront supérieures à la production, puisqu'il faudra réparer les dommages de la guerre. Les mines d'étain devront prendre un nouvel essor, si elles veulent satisfaire à toutes les exigences de l'industrie.

L'Allemagne, avant la guerre, inondait de ses produits les marchés de l'Europe. C'est cette richesse qu'il faut lui ravir. Plus de bronzes d'art, plus ou moins artistiques, venant d'outre-Rhin, plus de couverts, plus de poterie d'étain étrangère. Plus de cuillers et de fourchettes boches sur nos tables. L'industrie de l'étain doit être, après la guerre, une industrie française, ou plutôt une industrie réservée aux pays alliés de l'Entente. Plus d'étain allemand.

MAXIME VUILLAUME

LES FANIONS DU "PAYS DE FRANCE"



Femmes françaises brodez des fanions pour les escadrilles américaines

Chaque jour nous apporte de nouvelles adhésions aux fanions du *Pays de France* et nous tenons avant tout à remercier ici les lectrices et les innombrables amies connues et inconnues qui ont répondu à notre appel.

Un grand nombre de correspondantes désirent, avant de nous envoyer leur adhésion définitive, savoir dans quelles conditions on peut offrir un fanion ; étant dans l'impossibilité de répondre individuellement à chacune, nous précisons ici tous les détails relatifs à l'exécution des fanions :

1° Les fanions peuvent être offerts soit par une seule personne, soit par un groupement constitué spécialement à cet effet, soit par une association féminine quelconque (employées ou ouvrières d'une maison, associations artistiques, sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels, écoles, etc.), soit par les maisons de commerce, au nom de leur personnel féminin ;

2° Les donatrices peuvent, à leur choix, exécuter elles-mêmes leurs fanions, soit confier ce soin à une brodeuse professionnelle ;

3° Les fanions doivent tous avoir 70 centimètres de long sur 35 dans la partie la plus large ;

4° Ils peuvent être brodés sur toile ou sur soie, en laine, en coton, en soie, dans des coloris et des qualités différents, en un mot tous genres de broderies ;

5° Les donatrices pourront choisir le modèle de leurs fanions parmi ceux que nous reproduisons, mais elles pourront le modifier suivant leur goût afin d'apporter une note personnelle ;

6° Nous enverrons gratuitement, sans aucun frais, le calque grandeur d'exécution de celui qui sera choisi par nos adhérentes ;

7° Non seulement nos adhérentes peuvent nous envoyer des fanions dont le dessin aura été conçu par elles, mais nous les invitons à créer elles-mêmes des modèles afin que chaque fanion ait

une note personnelle, sous l'unique réserve que les dimensions de 35 x 70 seront respectées ;

8° Les fanions peuvent être entièrement brodés, y compris le fond sur lequel se détachent les motifs d'ornementation, ou simplement brodés dans les parties décoratives, le fond même de l'oriflamme étant alors constitué par le tissu utilisé pour sa confection ;

9° Sur chaque fanion devra figurer d'une façon apparente, mais sans cependant nuire à la décoration d'ensemble, le nom de la donatrice ou du groupement donateur ;

10° Un délai largement suffisant sera accordé pour l'exécution du fanion. Mais il nous est impossible de préciser aujourd'hui à quelle époque le concours sera clos ;

11° Tous les fanions doivent être envoyés au *Pays de France*, qui les centralisera en vue d'une exposition générale. Cette exposition aura lieu à Paris, avant la remise solennelle des fanions aux aviateurs américains ;

12° Un jury artistique, spécialement constitué par nos soins, examinera les envois et décernera des récompenses aux fanions les plus remarquables.

Nous sommes certains que ces renseignements, en apportant à nos lectrices des précisions réclamées par un grand nombre d'entre elles, vont augmenter d'une façon très sensible le nombre des adhésions et que, bientôt, il n'y aura pas un coin de France où on ne brodera pour nos amis américains les fanions du *Pays de France*.

CLAUDE ORCEL.

(Voir la liste des adhésions et le bulletin à la page II des annonces.)



FANION N° 3. — Maquette créée par M. Degullaix, l'artiste peintre dont les fleurs ont une âme et qui exposa aux derniers salons.

Ce fanion est composé en trois tons : anémones rouges à cœur noir sur un abondant semis d'étoiles d'argent ailées de bleu.

FANION N° 4. — De M. Benigni : un morceau de soie jaune, un morceau de soie bleue, la colombe en satin réappliqué. Les autres ornements sont à broder à même le tissu, suivant la fan-

L'EMPRUNT DE LA LIBÉRATION

Les précédents : 1871 et 1872. — 1817

Au lendemain du 4 septembre 1870, quand Gambetta prit le pouvoir avec l'intention de poursuivre la guerre à outrance, — l'expression « jusqu'au bout » n'était pas encore inventée, — il se fit faire le compte de ce que les hostilités coûtaient, par jour, au pays.

Cela faisait entre 8 et 10 millions.

— Il faut que je puisse tenir au moins trois mois, dit-il... A dix mil-

1 milliard dans le courant de 1871, c'est-à-dire dans un délai de huit mois ; 500 millions le 1^{er} mai 1873 et 3 milliards le 2 mars 1874. Les intérêts étaient calculés à 5 %.

Dès le mois de juin 1871, M. Thiers put payer les premiers 500 millions, et les Allemands évacuèrent la Normandie. Pour payer l'autre milliard, exigé dans le courant de la même année, une quantité de projets, plus ou moins chimériques, furent exposés avec beaucoup de conviction par leurs auteurs. De Nancy, encore occupée, partit l'idée d'une souscription publique nationale : elle échoua et ne recueillit qu'un peu plus de 6 millions. C'était trop de sacrifices à attendre d'un peuple qui venait d'être saigné à blanc.

C'est alors que M. Thiers décida de recourir à l'emprunt, — le premier emprunt de la Libération, — et avec une audace qui parut

extraordinaire, il demanda l'autorisation de faire un appel de 2 milliards 500 millions à l'épargne. L'Assemblée Nationale, effrayée, ne lui accorda que 2 milliards, encore bien convaincue qu'il ne les trouverait pas. L'emprunt fut voté, le 20 juin, à l'unanimité des 547 votants.

M. Thiers, laissé maître du choix des conditions, s'arrêta au type de rente 5 % et décida de l'offrir à 82 fr. 50, jouissance immédiate, c'est-à-dire à dater du 1^{er} juillet. Le minimum de souscription était 5 francs de rente ; au-dessus de ce chiffre, il n'était plus accepté que des souscriptions de 10 francs et multiples de 10 francs. Le versement de garantie était de 12 francs par 5 francs de rente et le reste pouvait être acquitté en seize termes mensuels, du 20 août 1871 au 20 septembre 1872, à raison de 4 fr. 50 pour le premier terme et de 4 fr. 40 pour les suivants. « Tout était à improviser, raconte M. Thiers (1). On installa hâtivement la direction du mouvement des fonds au Louvre, et les guichets au Palais de l'Industrie. Les bureaux des finances campèrent. Le 26, on était prêt tant bien que mal et, dès le 27, les souscripteurs affluèrent aux guichets. »

La souscription avait été ouverte sans limite de durée, mais elle fut close le même jour, après avoir été couverte deux fois et demie.

334.906 souscripteurs avaient répondu à l'appel du gouvernement. Paris seul soucrivit 1 milliard et demi, la province autant et l'étranger 1 milliard.

Quand M. Pouyer-Quertier fit connaître à l'Assemblée Nationale le résultat prodigieux de cette émission, sa voix fut couverte par les cris de : « Vive la France ! »

Fin septembre, un milliard et demi avaient été payés, et il ne restait plus que douze départements occupés. Mais les Allemands s'y conduisaient comme des Huns qu'ils ont toujours été ; un immense cri de détresse parvenait de nos malheureux compatriotes restés sous le joug ; de nombreux incidents surgissaient qui remettaient la guerre en question.

M. Thiers, encouragé par son premier succès, résolut d'user de la faculté que lui avait consentie Bismarck avec scepticisme de devancer l'échéance finale de 1874 pour se libérer du reste de l'indemnité et, à la séance de l'Assemblée Nationale du 4 juillet, il demanda l'autorisation d'émettre en une seule fois un emprunt de 3 milliards. L'opération paraissait



LES SOUSCRIPTIONS A L'EMPRUNT NATIONAL SONT REÇUES A LA
BANQUE NATIONALE DE CRÉDIT

ions par jour cela fait un milliard... Je ferai approuver ce projet si c'est nécessaire.

Le chiffre paraissait alors fabuleux.

Que l'on songe que la guerre de 1870-71, — tribut payé à l'Allemagne compris, — n'a coûté qu'une quinzaine de milliards, chiffre rond. Léon Say dit même 11 milliards seulement, et Mathieu-Bodet 13 milliards.

Ces chiffres, qui ont paru exorbitants aux économistes et aux financiers jusqu'à la fin de juillet 1914, semblent invraisemblablement petits, mesquins, en comparaison des 850 à 900 milliards (1) que la présente guerre a déjà coûtés aux nations belligérantes, des 600 millions par jour, des 25 millions par heure qui s'en vont actuellement en fumée.

Mais, pour l'époque, ils étaient véritablement excessifs, et quand Bismarck eut l'idée d'imposer à la France une indemnité de 5 milliards, — il en exigeait même 6 au début des négociations, — c'était pour frapper notre pays dans sa richesse présente et future — épargne et emprunts — de telle sorte qu'elle ne puisse jamais s'en relever. Le Dr Ad. Wagner, professeur à l'Université de Berlin, en fit l'aveu plus tard (2) : « La contribution frappée, dit-il, devait par son énormité exercer une pression sur les finances et sur l'économie entière de la France ; elle appliquait à ce pays la peine d'une confiscation partielle des ressources nationales. »

C'était aussi, chez nous, l'avis des personnes d'expérience. Et, de fait, la situation financière paraissait désespérée au point que l'on décida de ne pas publier un rapport de M. Léon Say, qui l'établissait avec franchise.

Nous rappellerons seulement, pour en donner une idée, qu'en prenant possession, par patriotisme, du ministère des finances dont personne ne voulait, le 2 février 1871, M. Pouyer-Quertier fit appeler le directeur du mouvement général des fonds.

— Quelle est l'encaisse du Trésor ? lui demanda-t-il.

— 500.000 francs !

« La fortune de la France, disait plus tard M. Pouyer-Quertier, tenait tout entière dans le fond de mon chapeau ! »

Et il fallait payer cinq milliards d'indemnité et sept à huit milliards de frais divers.

Ce n'était cependant pas le moment de se laisser aller au désespoir et au découragement. La Commune vaincue et le gouvernement rentré à Paris, M. Thiers entreprit résolument de résoudre le problème. Il y avait urgence, puisqu'une grande partie du territoire devait rester occupée par l'ennemi comme gage de non-paiement.

La date et la forme des paiements étaient ainsi établies : 500 millions versés trente jours après le rétablissement de l'ordre dans Paris,

CRÉDIT LYONNAIS



SOUSCRIVEZ AU 4^e EMPRUNT NATIONAL

sait si osée que le ministre des finances, M. Goulard, s'en excusait presque en la proposant. « Un emprunt de 3 milliards, lisons-nous dans son exposé, paraîtra sans doute une entreprise extraordinaire, surtout si l'on réfléchit qu'au sortir des terribles épreuves que nous venons de traverser, le pays a déjà pris part, il y a un an à peine, à un premier emprunt de

2 milliards. » Il n'y eut cependant que trois opposants. Ce fut le second emprunt de la Libération.

Du type 5 % également, il fut offert cette fois à 84 fr. 50. Le minimum de souscription était de 5 francs de rente ; au-dessus, il n'était plus reçu que des souscriptions de 10 francs de rente et multiples de 10 francs. Le versement de garantie était de 14 fr. 50 ; on payait autant à la souscription et le surplus — à volonté — en vingt termes mensuels égaux, le premier devant s'effectuer le 21 septembre et les autres le 11 de chaque mois jusqu'au 11 avril 1874.

L'emprunt eut lieu les 28 et 29 juillet 1872. Il fut couvert douze fois et demie ! 934.276 souscripteurs apportèrent à la France un capital nominal de 52 milliards, et l'on voit dans quelle proportion il fallut réduire leur participation. Paris seul, toujours admirable de sacrifice, souscrivit pour près de 800 millions de rente. Et, fait qui démontre à quel point notre crédit était estimé, la souscription de l'étranger fut légèrement supérieure à celle de la France elle-même.

Le lendemain, à l'Assemblée Nationale, M. Goulard pouvait déclarer avec fierté : « Nous avons le droit de constater avec satisfaction la vitalité de notre chère France, la place qu'elle occupe parmi les autres nations, la juste idée qu'on se fait de son incomparable solvabilité, la confiance, enfin, qu'elle inspire au monde entier. »

Et pour confirmer ces paroles, la Bourse enregistrait 5 francs de hausse, deux jours après, sur le nouveau 5 %. En septembre 1874, le pair était atteint et dépassé d'un demi-point.

Pendant que l'épargne trouvait ainsi la récompense de sa confiance, notre territoire était délivré de l'occupation des Huns quatorze mois avant la date extrême fixée.

Verdun, l'héroïque cité — notre palladium — fut la dernière ville française sous le joug ennemi. Le 13 septembre de l'année 1873, au matin, le dernier Prussien la débarra de sa souillure. Les cloches se mirent à carillonner et chaque maison se trouva pavoisée, « comme si une seule main arborait en même temps ces milliers de drapeaux qui livrent au vent leurs plis tricolores ».

Deux heures après, le 94^e régiment d'infanterie se présentait à la porte de France. Un émouvant dialogue s'engagea avec le gendarme en faction : « Halte-là ! Qui vive ? — France ! — Quel régiment ? — 94^e ! — Entrez quand il vous plaira ! »

Nous avons voulu rappeler d'abord les deux précédents les plus proches de notre époque, mais, au début du dernier siècle, la France fit appel à l'épargne publique pour la libération du territoire.

Lorsque Louis XVIII entra à Paris, les alliés nous réclamèrent 735 millions pour les dommages qu'ils avaient subis depuis 1792 par notre fait. De plus, nous devions entretenir une armée de 150.000 hommes de troupes étrangères qui devaient occuper nos départements frontières pendant cinq ans.

L'ensemble des charges atteignait 2 milliards.

Le baron Louis, ministre des finances (il avait été prêtre sous l'ancien régime et, paré de la ceinture tricolore, il avait servi de diacre à Talleyrand à la messe de la fête de la Fédération du Champ-de-Mars en 1790), présenta son plan de réorganisation des finances le 27 juillet. Les arriérés du gouvernement impérial y figuraient pour 759 millions.

A Louis XVIII qui proposait la substitution de nouveaux impôts aux anciens, il dit :

— Je suis d'avis que l'on ne marche jamais mieux qu'avec de vieux souliers.

Survint l'aventure des Cent Jours.

La Dette publique en fut augmentée de 700 millions.

Les alliés réclamèrent une indemnité de guerre de 700 millions en numéraire, qui devait être acquittée en cinq ans, par portions égales au jour le jour. La France devait payer en outre 130 millions par an, pendant trois ans, pour entretenir une armée d'occupation.

Une ordonnance royale du 6 août 1815 frappa les départements, proportionnellement à leurs ressources, d'une contribution extraordinaire de 100 millions.

Le baron Louis fut remplacé par le comte Corvetto, Génois d'origine.

Un emprunt de 6 millions de rente fut tenté. Mais la confiance faisait défaut ; on ne put le négocier et la France dut suspendre ses paiements aux alliés.

En 1817, Richelieu, ministre des affaires étrangères, traita avec MM. Baring frères, de Londres, et Hope et C^{ie}, d'Amsterdam, pour obtenir le crédit nécessaire. Les alliés consentirent à prendre des rentes pour une contribution de 140 millions et pour 160 millions destinés à l'entretien de l'armée d'occupation. « Ils devaient les acheter, pour en opérer la vente à leur compte, à MM. Baring et Hope avec lesquels ils pouvaient prendre des engagements selon les besoins de chacun d'eux. »

En même temps, il obtint la diminution d'un cinquième de l'armée d'occupation.

MM. Baring et Hope voulurent être acheteurs au lieu d'être consignataires.

Indépendamment de l'indemnité de guerre et de l'entretien des troupes, les ennemis nous réclamèrent des indemnités pour dommages causés à des individus, communes ou établissements quelconques. Le total fut unifié à 320.800.000 francs. Il fut en outre consenti 1 million de rentes à l'Espagne à titre d'indemnité particulière.

Le total des rentes à créer pour être remis aux alliés s'élevait ainsi à 16.040.000 francs.

Pour être immédiatement débarrassés de l'étranger, Richelieu proposa aux Chambres l'adoption d'une loi portant création de 40 millions de rente. La Chambre se leva en silence pour adopter le projet.

En vertu du contrat du premier emprunt, MM. Baring et Hope devaient être admis dans la négociation du second. Mais le comte Corvetto parvint à y faire admettre des capitalistes français.

La convention du 9 octobre 1818, signée à Aix-la-Chapelle, régla définitivement tous les comptes entre la France et l'étranger. Le duc de Richelieu avait obtenu de l'amitié de l'empereur de Russie que les troupes alliées fussent retirées dès le 30 novembre, plus tôt même si possible.

Au moment où Richelieu quitta le ministère des affaires étrangères

les Chambres lui votèrent comme récompense nationale 50.000 francs de rente ; mais, froissé des observations faites au cours des débats, le duc ne l'accepta que pour fonder un hospice à Bordeaux. Il n'avait cependant aucune fortune.

La contribution de guerre se trouva définitivement liquidée en septembre 1821. Elle avait exactement coûté au Trésor, capital et intérêts en retard, 701.744.355 francs.

Les conséquences du second traité de Paris se traduisirent par une inscription au Grand Livre de la Dette de 43.185.199 francs de rentes perpétuelles 5 %.

Le 5 % était tombé à 52.30 (le 1^{er} décembre 1815) quand le public connut les dispositions vé-

tablement draconiennes du Traité de Paris.

Il ne progressa sérieusement qu'après l'achèvement de la liquidation de nos dettes envers les alliés.

En 1831 il oscilla entre 73.75 et 90.65, cours extrêmes.



DANS OSTENDE RENDUE AUX BELGES



Ostende est une des villes de Belgique qui ont le plus souffert de la guerre. De la magnifique gare qui était, en 1914, achevée depuis peu, il ne reste que ce que représentent les deux grandes photographies de cette page. Dans les médallions : à gauche, des marins anglais montrent un pavillon allemand qu'ils ont pris sur le môle de Zeebrugge ; à droite,

L'ENTRÉE SOLENNELLE DES SOUVERAINS BELGES DANS LA VILLE DE BRUGES

LE PAYS DE FRANCE



Le vieux carillon de Bruges qui sonna, il y a quatre cents ans, pour la délivrance de la ville, dont la victoire de Guillaume le Taciturne venait de chasser les Espagnols, célébrait ces jours-ci par des sonneries la retraite des Allemands que chassaient les armées alliées, commandées par le roi Albert. Au matin du 19 octobre, il n'y avait plus de Boches dans Bruges ; par crainte de représailles ils laissaient la ville intacte, mais ils y avaient volé tout ce qui pouvait leur servir. Le 25, le roi, la reine et le prince héritier y faisaient leur entrée solennelle, salués par les acclamations d'une foule immense accourue de France et de Belgique délivrée pour assister à cette journée inoubliable.

APRÈS LA LIBÉRATION DE VOUZIERS



Les Allemands avaient fait de Vouziers un grand centre de ravitaillement et de triage ; là venaient se croiser plusieurs voies ferrées et des routes importantes ; c'était le point vital de la rocade ennemie. Aussi la chute de cette ville a-t-elle été particulièrement sensible aux Boches. L'entrée de nos troupes ayant été la conséquence de la manœuvre du général Gouraud, Vouziers ne paraît pas avoir trop souffert ; quelques maisons ont été cependant incendiées.



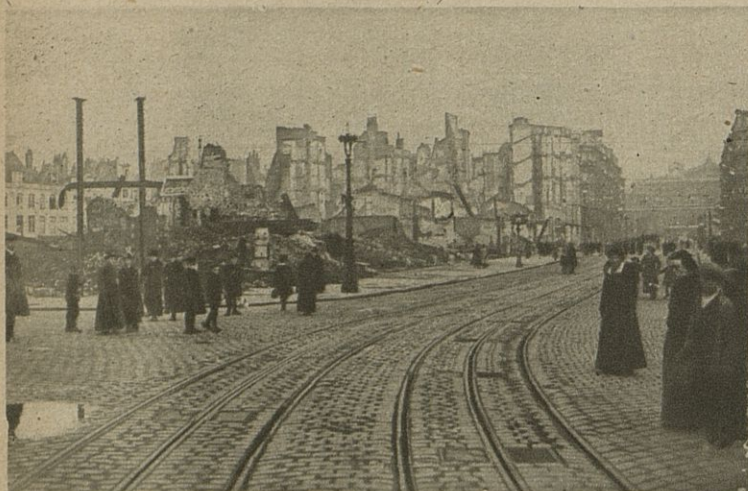
Vouziers, qui avait été le but de notre offensive de Champagne en 1915 et que les Allemands avaient déclaré imprenable, Vouziers a vu, le 12 octobre, l'entrée de nos soldats ; la ville avait été formidablement organisée en vue d'une opiniâtre résistance ; ces défenses n'ont pas servi, car la place n'a pas été attaquée de vive force : elle est tombée à la discrétion de nos troupes. On voit ici des soldats blessés se rendant à l'ambulance.

BRITANNIQUES PASSANT LE CANAL DE SAINT-QUENTIN



Ce n'est pas sans résister vigoureusement que les Allemands battent en retraite. Ils utilisent, pour gagner du temps, les rivières et canaux dont ils peuvent disputer longtemps le passage. Nos armées et les armées alliées viennent cependant à bout de tous ces obstacles. Le canal de Saint-Quentin, photographié ici avec des troupes britanniques qui venaient de le franchir, est une de ces « lignes d'eau » que les Boches défendirent avec le plus d'énergie.

DANS LILLE DÉLIVREE DES BOCHES



Vue prise dans le quartier de la gare que les Boches saccagèrent dès leur arrivée en 1914.



La rue Nationale est une des principales voies de la ville neuve et l'une des plus animées de Lille.



La Grande-Place, centre de la vieille ville et des affaires ; c'est là que se trouve la Bourse.



La cathédrale : une des rares églises de France que les Barbares n'aient pas mise en ruines.



C'est de nuit, à la dérobée, à la manière des voleurs, que les Boches s'en allèrent de Lille qu'ils ont pendant quatre ans pressurée, pillée et souillée de toutes façons et où ils ont détruit plus de douze cents maisons. La ville est si grande que ces destructions ne s'y remarquent pas de prime abord. Ces photographies représentent la Grande-Place avec



ECHOS



POUR AMÉLIORER LE CLIMAT

Peut-on changer, dans une certaine mesure, le climat ? Il le semble, jusqu'à un certain point. Il est bien évident que si certaines régions sont sèches, cela tient à ce que les vents dominants y



sont secs, et ceux-ci sont tels parce qu'ils passent non sur des océans ou des lacs, ou des terres humides et des forêts, mais sur des espaces desséchés, des déserts par exemple. Si l'on pouvait créer, sur la route de ces vents dominants, des mares d'eau dont ils absorberaient une partie par évaporation, ces vents pourraient, plus loin, donner des pluies.

C'est évidemment par un raisonnement de ce genre que l'on en est venu, dans l'Afrique du Sud, à proposer la création, au milieu du désert de Kalahari, d'un lac plus étendu que le Tanganyika, au moyen de barrages établis sur certains fleuves.

Ce lac se fera-t-il ? On ne sait ; mais ses promoteurs le défendent avec acharnement. En tout cas, la création d'un lac permettrait de cultiver les pourtours de celui-ci. Si, en même temps, il mettait un frein à la propagation des criquets, comme l'espèrent certains, il rendrait des services notables. Ira-t-il jusqu'à modifier sensiblement le climat dans la région entre son emplacement et le point de l'horizon vers où souffle le vent dominant ? C'est ce qu'on ne peut dire. On verra plus tard. L'expérience présenterait en tout cas un grand intérêt.

LA VALEUR ALIMENTAIRE DES CHAMPIGNONS

Trois médecins suisses, reprenant l'étude de la valeur alimentaire des champignons, viennent de montrer que ceux-ci sont plus nourrissants qu'on ne pensait.

L'essentiel, à leur avis, est d'employer les champignons non pas à l'état frais, car alors ils sont trop riches en eau, mais desséchés et réduits en poudre.

Cette poudre, à poids égal, est plus riche en matières azotées que la viande elle-même : elle en contient 25 gr. 77 (pour 100 grammes) au lieu de 18 ou 20 grammes comme la viande.

Les champignons doivent être utilisés dans l'alimentation sous forme de poudre très fine cuite dans l'eau avec les légumes et un peu de graisse, ou ajoutés aux sauces, etc.

L'ÉLEVAGE DES PLANTES RÉSISTANTES

Dans toute espèce végétale on rencontre toujours des variétés qui se montrent plus résistantes aux maladies et aux parasites. A quoi tient cette résistance ? On ne le voit pas toujours. Mais, dit un horticulteur américain, il est évident que dans les tentatives d'amélioration de plantes utiles au point de vue du rendement, on devrait toujours prendre, pour point de départ des expériences de sélection, des variétés possédant une résistance naturelle marquée. Rien que par leur résistance, déjà, ces variétés sont plus aptes que les autres à fournir un rendement avantageux. Si l'on peut ainsi éliminer le déchet dû aux maladies et parasites, on aura rendu un service sérieux à l'horticulture.

LA LUMIÈRE DE LA LUNE

La lune n'est pas lumineuse par elle-même. Elle ne l'est que par réflexion : par la lumière solaire qu'elle réfléchit ou diffuse. En l'absence du soleil elle serait invisible. La lumière que nous envoie la plus grande partie de la surface lunaire est polarisée dans une proportion sensible. Mais celle qui est renvoyée par les massifs montagneux n'est pas polarisée. D'où l'on conclut que le sol des parties plates, des mers, comme on les appelle, contient une plus grande proportion de particules produisant une réflexion régulière.

Comme l'éclat répandu par les parties pleinement éclairées de la lune est tout à fait compa-

nable à celui que présenteraient les roches usuelles de notre globe, on en conclut que les éléments dont est faite la lune sont les mêmes que ceux dont la terre est composée.

La lune a, en effet, un pouvoir réfléchissant comparable à celui de la marne argileuse. C'est d'ailleurs peu de chose auprès du pouvoir éclairant du soleil ; on a calculé que l'éclat total de la lune devait être multiplié par 600.000 pour égaler celui du soleil.

La terre a un pouvoir réfléchissant très appréciable — égal à celui de la lune — dont la lune elle-même nous fournit la preuve. Chacun a remarqué que l'on peut voir tout le reste du disque lunaire faiblement éclairé, alors qu'une partie seulement est directement éclairée par le soleil. C'est le phénomène de la lumière cendrée : on voit une partie de la lune éclairée par la lumière envoyée par le soleil à la terre et réfléchi par la terre vers notre satellite.

L'ESPRIT D'OBSERVATION DES CANARDS

En 1918, le mois de février fut très froid en Suisse, et beaucoup de canards sauvages obligés d'abandonner les marais et étangs gelés vinrent se réfugier sur le Léman dont la plus grande partie restait libre. On leur fit une chasse très active. Mais elle ne dura pas longtemps. Bien vite les oiseaux s'aperçurent que dans l'avant-port du lac de Genève la chasse est interdite. Ils s'y réfugièrent ; mêlés à des troupes de grèbes castagneux, ils vécurent là en parfaite tranquillité d'esprit, sans aucune frayeur du bruit et du mouvement des quais, ni même des embarcations qui passaient d'une rive à l'autre.

Ce qui prouve que l'animal sauvage n'a peur de l'homme qu'autant que celui-ci le moleste. Là où il peut vivre en paix, l'animal est sans crainte.

A ce propos on a cité un cas curieux observé au mont Saint-Michel. Là habite un propriétaire rural chez qui, chaque année, on peut voir des

canards sauvages jusque dans les granges. Ce sont d'authentiques canards sauvages. Chaque année, ils émigrent ; chaque année, ils reviennent faire ponte et couvées. Nul ne les tracasse : ils sont familiarisés avec l'homme. Il faut dire que le propriétaire dont il s'agit est plein d'égards pour eux. Jamais on ne tire un coup de fusil dans leur voisinage, et chaque jour on met de la nourriture à leur disposition. C'est pourquoi ils sont si familiers et reviennent chaque année.

LES VOLCANS ÉTEINTS SE RALLUMENT-ILS ?

La question est parfois posée à propos des volcans éteints du Puy-de-Dôme. On demande si ces volcans, qui certainement n'ont laissé de leur activité aucune tradition dans la mémoire des hommes, pourraient un jour redevenir actifs. Pourquoi pas ? Il ne faut pas oublier que le Vésuve, pendant la plus grande partie de l'antiquité, était un volcan éteint, tout à fait paisible, dont l'histoire, non plus, ne rappelait aucune période d'activité. Le Vésuve était connu des Romains, de tous temps, comme volcan éteint.

Cela ne l'empêcha pas, en 79, de se réveiller avec un fracas formidable en détruisant les deux villes trop confiantes en son sommeil, qui s'étaient édifiées à son pied : Pompéi et Herculaneum. Et, depuis près de deux mille ans, il reste éveillé et actif, bien qu'à la vérité les éruptions importantes soient rares.

COMMENT PARFUMER LA POUDRE DE RIZ ?

Nous avons donné un moyen économique de préparer la poudre de riz. Une lectrice nous demande de compléter l'information en indiquant le moyen de parfumer cette poudre. Nous regrettons de ne pas connaître de formule. Les fabricants de poudre de riz tiennent-ils secret leur moyen ? Quelque lecteur aurait peut-être sur ce point des lumières qui nous manquent. Aurait-il l'obligeance de nous en faire part ?...

ALIMENTS POUR LE BÉTAIL

Le bétail allemand étant privé de bon nombre d'aliments que l'homme réserve pour son propre usage, il a fallu chercher le moyen d'utiliser pour les bêtes divers aliments dont on ne faisait pas usage.



Ainsi beaucoup de fourrages grossiers et peu usités ont été rendus utilisables par leur conversion en une sorte de farine à laquelle on a ajouté des matières albuminoïdes provenant des déchets d'abattoirs et des cadavres d'animaux tués. Avec ces éléments on a fabriqué des poudres de sang et de viande, qui ont été ajoutées à la poudre de fourrage, à la poudre de bruyère, au foin extrait de la panse du bétail tué pour la boucherie.

On a tiré grand parti de la levure cultivée en grand ; desséchée, c'est une substance riche en matières azotées, qui est utilisée pour rendre plus nutritifs les potages et soupes des humains aussi bien que la ration des quadrupèdes. On utilise aussi, pour l'alimentation du bétail, les grains de raisins écrasés : ils fournissent une proportion assez élevée de matières albuminoïdes et de substances grasses.

Beaucoup d'essais très variés ont été faits, tous les résultats sont plus ou moins satisfaisants. C'est ainsi qu'on a imaginé de donner aux porcs de la racine de fougère. Mais elle est si indigeste, en raison de sa richesse en cellulose, que le jeu a paru ne pas valoir la chandelle. Dans toutes les inventions des « grands professeurs » allemands il n'y a qu'expédients plus ou moins renouvelés des Grecs. Le neuf y est très rare et peu satisfaisant.

LE RENDEMENT DES RUCHES

A la Société d'Acclimatation M. A. Clément a fait une communication sur la production moyenne des ruches. De façon générale on admet que 15 ou 20 kilos représentent une bonne moyenne. Mais la production atteint très bien aussi 45 et 60 kilos ; on a même constaté des rendements exceptionnels de 150 et 200 kilos de miel par an.

Il s'agit de ruches à cadres ; la ruche à calotte donne un rendement de beaucoup inférieur. Elle a, il est vrai, l'avantage de ne demander presque aucun soin.

Les différences de rendement ne tiennent pas seulement à divers facteurs extérieurs, tels que le climat, l'abondance des fleurs, mais aussi au doigté de l'apiculteur. Celui-ci doit savoir son métier et faire à temps ce qui doit être fait, surtout s'il possède des ruches à cadre.

INCENDIES DE FORÊTS

Les incendies de forêts, si fréquents, dans le Midi, en été, sont-ils dus uniquement à la nonchalance et à l'imprudence méridionales ? D'autres causes semblent exister — en dehors de la malveillance aussi.

Ces feux prennent toujours par air très sec et mistral fort. D'après M. G. Raymond il convient de remarquer que le vent peut très bien, par frottement de branches entre elles, provoquer une température assez élevée pour amener l'ignition. D'autre part, en été, sous l'influence du soleil, le sol s'échauffe beaucoup et des effets de catalyse deviennent possibles. Ou encore, des gouttelettes de résine peuvent faire l'effet

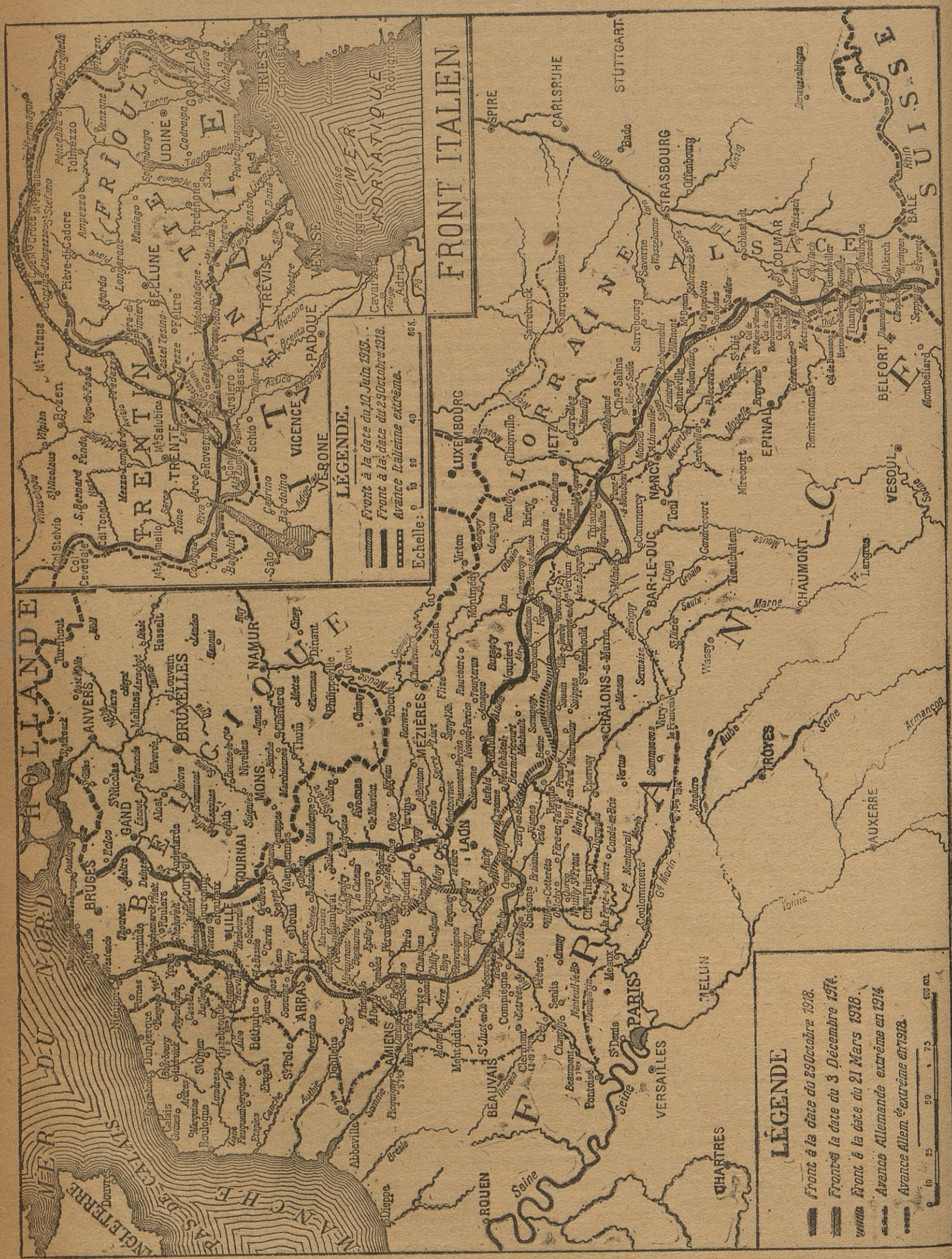
de lentilles condensant les rayons solaires. Et des débris végétaux secs peuvent, frottés par le vent qui les chasse, dégager des étincelles électriques mettant le feu à des poussières de résine ténues. Cette électrisation a été remarquée par l'explorateur Fourreau comme pouvant affoler absolument l'aiguille magnétique.

L'homme n'est probablement pas seul responsable des incendies de forêts par négligence ou imprudence ; la nature aussi y est pour quelque chose sans doute.

N.



LE FRONT OCCIDENTAL (d'après les Communiqués officiels)



LA GARE DE GRANDPRÉ EN ARGONNE



Nos amis américains ont pris et dépassé, le 17 octobre, le village de Grandpré, qui a donné son nom à un des « défilés » de l'Argonne, et dont voici la gare, sur la ligne de Reims à Apremont. C'est près de là que s'était effectuée, quelques jours auparavant, la jonction des troupes françaises du général Gouraud et des troupes américaines.

SUR LE FRONT ORIENTAL

EN ROUMANIE. — Nos amis roumains n'ont jamais perdu l'espoir de nous voir triompher de l'ennemi dont ils se sont vus contraints de subir la loi. Les victoires de l'Entente, la capitulation de la Bulgarie, les mouvements séparatistes qui bouleversaient l'Autriche indiquaient aux patriotes roumains que l'heure était venue d'agir pour délivrer leur pays et lui faire la place à laquelle il prétend avec raison. Les sentiments nationalistes de l'armée et de la population, trop longtemps comprimés, ne devaient pas tarder à se manifester. On apprenait, le 27 octobre, qu'une armée roumaine forte de 80.000 hommes venait d'entrer en Dobroudja, où il est vraisemblable qu'elle n'a trouvé que peu de résistance de la part des Austro-Allemands restés en petit nombre dans cette région et que la capitulation de l'Autriche, survenue entre temps, aura fini de démoraliser. La jonction des troupes roumaines avec celles des alliés par la Dobroudja ne pouvait tarder à se produire.

SERBIE ET ALBANIE. — L'ennemi continue à battre en retraite, vivement pressé par les alliés. En Albanie, à la date du 28 octobre, les Italiens avaient passé le Mati et marchaient sur Alessio.

Des bandes albanaises avaient arboré le drapeau italien et pris les armes contre les Autrichiens en retraite, auxquels elles infligeaient des pertes considérables.

En Serbie, les Austro-Allemands ne lâchent le pays que pied à pied,

après y avoir commis des atrocités de toute sorte et dépouillé les populations. Le 27 octobre, les alliés avaient, à la suite de combats très rudes, occupé les villes importantes de Kragujevatz et de Jagovina, ainsi que les mines de charbon de Senje et de Kavnareka.

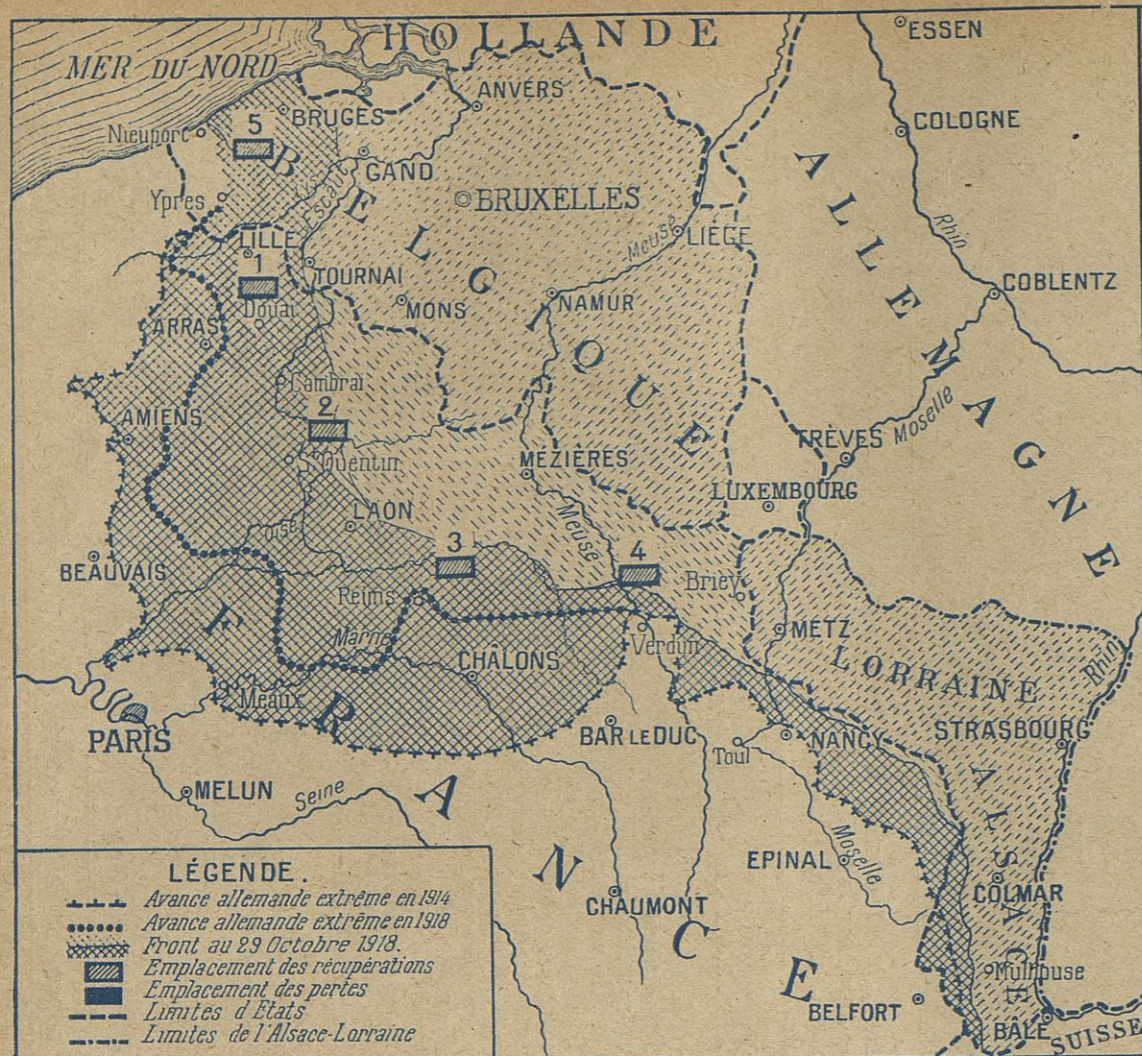
Le 28, les avant-gardes serbes étaient sur le front Stragari, Raka, rivière Resava (à 20 kilomètres au nord de Kragujevatz), ayant fait des centaines de prisonniers, capturé des canons et des mitrailleuses. Dans la direction d'Ujice et de la frontière d'Herzégovine les Serbes atteignaient les défilés à l'ouest de Cakak. Des Yougo-Slaves opérant en Monténégro dépassaient Ipek et D'akova. Enfin, sur le Danube, l'artillerie des alliés répondait victorieusement aux canons austro-boches dans la région de Vidin et dans celle des Portes-de-Fer.

SYRIE ET MÉSOPOTAMIE. — Le 26 octobre, un détachement de cavalerie britannique, accompagné d'automobiles blindées, occupait la grande ville d'Alep, à plus de 300 kilomètres au nord de Damas. On pouvait, dès ce moment, prévoir que nos alliés ne tarderaient pas à couper le chemin de fer de Bagdad si, comme il était probable les Turcs ne défendaient pas l'embranchement situé à une quinzaine de kilomètres au nord d'Alep. On pouvait regarder comme inévitable la jonction des forces de Syrie avec celles de Mésopotamie. Celles-ci poursuivaient avec succès leurs opérations dans la région du Tigre et à gauche de ce fleuve. Après avoir longuement bataillé dans la vallée inférieure du Petit-Zab, les Anglo-Indiens occupaient, le 28, la ville de Kerkouk, place forte dont la population atteint vingt-cinq mille âmes. Les Turcs battaient en retraite en direction de Mossoul.

LE PAYS DE FRANCE offre chaque semaine une prime de 250 francs au document le plus intéressant.

La prime de 250 francs attribuée au fascicule n° 211 a été décernée par le Jury du PAYS DE FRANCE au document paru à la page 11 et intitulé : « Le premier soldat français entré à Lille après la libération de la ville. »

Rappelons que pareille attribution est faite chaque semaine à la photographie la plus intéressante du fascicule en cours de publication.



Semaine du 22 au 29 Octobre 1918.

FRANCE		BELGIQUE		ALSACE-LORRAINE	
Terrains récupérés	<div>1 150 K²</div> <div>2 400 K²</div> <div>3 20 K²</div> <div>4 30 K²</div>	Terrains récupérés	<div>5 250 Kil²</div>	Terrains reconquis	Néant
Terrains perdus	Néant	Terrains perdus	Néant	Terrains perdus	Néant
Résultats	<div>600 Kil²</div>	Résultats	<div>250 Kil²</div>	Résultats	

Ensemble des surfaces récupérées en FRANCE, BELGIQUE ET ALSACE-LORRAINE depuis l'extrême avance allemande en 1914.

FRANCE

Totalité des Terrains reconquis par les Alliés du 22 au 29 Octobre.

FRANCE 600 Kil²

BELGIQUE 250 Kil²

ALSACE-LORRAINE Néant

Résultat 850 Kil²

Surface envahie en 1914 41.000 K²

Surface restant à récupérer 11.100 K²

BELGIQUE

Surface envahie en 1914 29.000 K²

Surface restant à récupérer 26.000 K²

ALSACE-LORRAINE

Surface totale : 14.500 K²

Surface restant à récupérer 13.600 K²

au 22 Oct^{bre} 900 K²

au 29 Oct^{bre} 3.000 K²

au 22 Oct^{bre} 2.750 K²

Extrême avance allemande en 1914

Ligne d'ext^{me} avance en 1918 15.000 K²